



**ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ  
ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΕΝΩΣΗΣ**

**Βρυξέλλες, 17 Απριλίου 2002 (19.04)  
(OR. fr)**

**CONV 33/02**

**CONTRIB 16**

**ΔΙΑΒΙΒΑΣΤΙΚΟ ΣΗΜΕΙΩΜΑ**

της : Γραμματείας

προς τη : Συνέλευση

Θέμα : Εισήγηση του κ. Olivier Duhamel, μέλους του Συνέλευσης

Ο Γενικός Γραμματέας της Συνέλευσης έλαβε την επισυναπτομένη εισήγηση του κ. Olivier Duhamel, μέλους της Συνέλευσης.

=====

**CONTRIBUTION DEPOSEE PAR OLIVIER DUHAMEL,  
MEMBRE DE LA CONVENTION**

**Je voudrais ici reprendre à mon nom, en tant que contribution, les réflexions de Michel Rocard, Président de la Commission de la Culture, de la Jeunesse, de l'Education, des Médias et des Sports.**

Aujourd'hui, trois domaines de compétence dans le champ culturel ont besoin d'une clarification juridique des responsabilités de l'Europe. Le premier est la nature réelle du modèle social européen que nous défendons lorsque nous parlons de société de l'information, de la compétence et du savoir, le second concerne la culture, et le troisième concerne le sport.

Dans ce dernier domaine, la quasi absence de mention claire dans les Traités entraîne immédiatement les conséquences les plus graves dans le traitement législatif de ce qui concerne le sport.

L'Europe a souvent la réputation d'être une construction technocratique, anonyme, loin des citoyens. Or le sport, dans le monde éclaté et parcellisé qui est le nôtre, est l'une des rares activités qui rassemble les foules et fait vibrer les peuples au rythme d'émotions communes. Il a de plus sa noblesse: il n'est pas de sport sans une éthique rigoureuse. Il est de ce fait riche de vertus pédagogiques.

Aussi bien la Commission a-t-elle proposé et l'Union a-t-elle décidé de faire de 2004 l'année de la pédagogie par le sport.

Le sport cependant demeure au regard des nos Traités une compétence nationale. Nous pensons tous qu'il doit le rester. Il ne fait l'objet d'aucune mention dans aucun de nos Traités constitutifs à l'exception d'une déclaration annexe du Traité d'Amsterdam qui se borne à ces quelques lignes:

"La conférence souligne l'importance sociale du sport et en particulier son rôle de ferment de l'identité et de trait d'union entre les hommes. La Conférence invite dès lors les institutions de l'Union européenne à consulter les associations sportives lorsque des questions importantes ayant trait au sport sont concernées. A cet égard, il convient de tenir tout spécialement compte des particularités du sport amateur." (texte de la déclaration 29 du traité d'Amsterdam)

Or l'internationalisation de l'information, le changement accéléré des techniques qu'elle utilise, la fréquence croissante des événements sportifs internationaux créent des situations qu'aucune de nos nations ne peut traiter seule.

L'organisation des compétitions automobiles de Formule 1 est non compatible avec nos règles de concurrence. Nous avons frôlé le risque de voir les organisateurs de Grands Prix décider de n'en plus proposer sur le territoire de l'Union.

Les règles anti-dopage n'ont de sens que si elles sont largement internationales.

Les conséquences de l'arrêt Bosman de la Cour de Justice des Communautés soumettant la composition des équipes nationales de football aux règles de l'Union en matière de concurrence et de libre circulation des personnes n'ont pas encore fait l'objet d'une solution juridique adaptée, conforme aux exigences du sport plus qu'à celles de la concurrence.

Enfin, au-delà de ce qui est formellement écrit dans la "Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne " il semble nécessaire d'affirmer le droit de tout citoyen ou résident de l'Union à regarder les grands événements sportifs. Or l'évolution des droits de retransmission télévisée de ces événements nous conduit rapidement à l'impossibilité pour les chaînes publiques de télévision de relayer ces manifestations.

Pour des raisons pratiques impérieuses, l'Union s'est déjà saisie de certaines de ces situations et devra se saisir de bien d'autres.

Or la base légale au titre de laquelle elle le fait n'est claire et rigoureuse qu'en ce qui concerne la concurrence. Les termes généraux de la déclaration d'Amsterdam n'emportent aucune conséquence juridique précise. Les institutions de l'Union sont seulement invitées à consulter.

Pour éviter des décisions législatives ou jurisprudentielles dramatiques par déséquilibre de motivations, il est essentiel et urgent de consacrer un article bien charpenté consacré au sport dans le Traité.

Il faut d'abord en arrêter le principe, et c'est ce qu'il convient de faire aujourd'hui.

Il faudra ensuite en écrire les dispositions. Peut-être un groupe de travail spécialisé y sera-t-il utile. Les membres de la commission culture du Parlement européen et son Président sont à cet égard à la disposition de la Convention.

Comme pistes indicatives, il semble évident que l'on devra, entre autre :

- affirmer le droit de tout résident de l'Union à pratiquer tout sport de son choix et à regarder tout événement sportif important.
- stipuler que l'éthique sportive ne saurait être subordonnée au droit de la concurrence.
- rappeler que les traditions sportives, notamment dans leurs relations avec les identités nationales, doivent être préservées dans la confrontation des activités sportives avec les marchés internationaux qui les concernent.
- soutenir enfin que le bénévolat dans la pratique et dans l'animation sportives doit être défini, préservé et conforté dans les législations nationales.